

Le gaullisme, une ambition permanente pour la France

Intervention de Frédérique Neau-Dufour lors de la journée de rencontre organisée par l'Amicale gaulliste du Sénat

Sénat, 28 novembre 2015

La France, une nostalgie permanente du gaullisme

Au moment où de Gaulle quitte le pouvoir en avril 1969, la confiance semble brisée entre le peuple et lui. 52.41 % de Français ont répondu « non » au référendum sur le Sénat et les régions, ce que le Général interprète comme un amer désaveu. Presque cinquante ans après, les proportions sont radicalement changées : sondage après sondage, de Gaulle apparaît comme le personnage préféré des Français. Un sondage BVA montre par exemple en 2009 que 87% des Français jugent positive son action à la présidence de la République.

Dans la période actuelle de crise et de doute, c'est la personnalité du Général que regrettent avant tout les Français, sa capacité à incarner le recours lors de circonstances tragiques. Le 18 juin 1940 et dans une moindre mesure le 13 mai 1958 apparaissent comme des moments de retournement salvateurs. Sa capacité à incarner une vision qui ne soit pas engluée par la tactique politicienne est également mise en avant.

En conséquence, on assiste sur le plan politique à une récupération tous azimuts de la figure de Charles de Gaulle. La cérémonie du 9 novembre dernier à Colombey-les-Deux-Eglises en fournit une excellente illustration : aux côtés d'authentiques héritiers du gaullisme, comme Gérard Larcher, sont venues des personnalités plus éloignées de son message politique – à l'instar de la maire socialiste de Paris Anne Hidalgo – et même des représentants d'une extrême-droite (Florian Philippot) qui est pourtant l'héritière de deux courants majeurs de l'anti-gaullisme – le pétainisme et l'OAS.

Devenue une figure historique, de Gaulle transcende en 2015 les partis, ce qui semble correspondre à sa définition du gaullisme : « chaque Français fut, est ou sera gaulliste ». Mais il serait trop simple de s'arrêter à cet unanimité de façade. N'est pas gaulliste qui veut ! En réalité, le gaullisme est un état d'esprit et une forme d'engagement bien particuliers, qui reste une ambition pour la France si l'on continue à l'envisager avec autant d'exigence que le faisait de Gaulle lui-même.

Le gaullisme : une vision ancrée dans le temps historique long

Le terme « gaullisme » n'est revendiqué que très tardivement par de Gaulle qui, jusqu'à la fin de la Ve république, refuse que son nom soit attaché à un mouvement politique. Ce n'est qu'en septembre 1968 qu'il parle de « cette entreprise qu'on appelle le gaullisme depuis 1940 ». Il lui donne ainsi un enracinement historique, avec une référence implicite au 18 juin comme moment fondateur, mais ne précise pas pour autant comment il envisage sa postérité. Chacun peut dès lors envisager celle-ci comme bon lui semble.

Pour certains, le gaullisme est mort avec de Gaulle, dont la personnalité

postérité. Chacun peut dès lors envisager celle-ci comme bon lui semble.

Pour certains, le gaullisme est mort avec de Gaulle, dont la personnalité exceptionnelle est consubstantielle au gaullisme. Autrement dit, le gaullisme, c'est de Gaulle, et nul ne peut l'incarner en dehors de lui-même. C'est la position défendue par le gaulliste historique Maurice Druon en 1998 : « J'aimerais que le gaullisme demeurât un mot respecté, et qu'il restât chargé de sons sens initial. Et de grâce, que nul parti ne s'appelle plus gaulliste ». C'est aussi la position d'Edouard Balladur qui signe en 2006 un livre intitulé *Laissons de Gaulle en paix*. Il est vrai que renvoyer le « père fondateur » à une période révolue est un moyen de ne pas se sentir lié par son message. Ainsi Edouard Balladur défend-il une Europe libérale très différente de celle envisagée par de Gaulle...

Pour d'autres, comme Claude Allègre, le gaullisme est bel et bien mort : « Le dernier gaulliste, c'est Pasqua », dit-il en juillet 1997.

A mes yeux, le gaullisme est intimement lié à la personnalité de Charles de Gaulle. Mais il est tout aussi lié à l'histoire de la France. J'en donnerais la définition suivante, dont chaque mot compte : le gaullisme est la synthèse hors norme façonnée par un personnage hors norme dans des circonstances hors normes entre une vision de la France et une manière d'agir au service de celle-ci.

Si l'on s'en tient à cette définition, on peut envisager que le gaullisme ait su s'émanciper de sa conjoncture historique et du contexte de crise qui a marqué sa naissance. Il a su emprunter les voies de la légalité et de la normalité, ne serait-ce que sous la Ve République gaullienne.

Je fais le pari que le gaullisme est apte à survivre à son fondateur dans la mesure où il est avant tout un mode de pensée et d'analyse ancré dans le temps long et nourri par une connaissance approfondie de l'histoire.

Pour rappel, Charles de Gaulle est le fils d'un professeur d'histoire qui s'est porté volontaire lors de la guerre franco-prussienne de 1870 et qui a emmené ses enfants voir les champs de bataille où il a combattu, mais aussi les monuments de l'histoire française comme l'Arc de triomphe ou les Invalides. En 1921, le capitaine de Gaulle enseigne à son tour l'histoire à l'école d'officiers de Saint-Cyr.

Sa production littéraire des années d'entre-deux-guerres est en grande partie celle d'un historien : en 1924, dans *La discorde chez l'ennemi*, il s'intéresse à l'histoire très contemporaine en cherchant à expliquer la défaite de l'Allemagne en 1918. En 1938, dans *La France et son armée*, il travaille sur le temps long et retrace la relation complexe du pays avec son institution militaire selon une chronologie qui commence avec les Gaulois. Dans cette perspective, la Grande Guerre s'inscrit comme le dernier chapitre d'une histoire qui a pour spécificité de ne s'achever jamais. Enfin, son œuvre majeure, *Mémoires de guerre*, rédigée après le second conflit mondial, est celle d'un mémorialiste qui a travaillé en historien sur la base d'archives, de cartes, de télégrammes etc.

Il est fondamental de bien comprendre cet ancrage historique de Charles de Gaulle. Ce qui le mobilise, c'est avant tout la France. Plus que la France en tant que réalité physique, géographique, économique, c'est une « certaine idée de la France » qui le mobilise : « venue du fond des âges », construite au fil de l'épée, elle englobe dans son héritage l'ancien régime et la révolution.

Une idée, cela se partage, se transmet, cela se nourrit, cela grandit. Nous vivons

Une idée, cela se partage, se transmet, cela se nourrit, cela grandit. Nous vivons aujourd'hui dans la France dessinée par de Gaulle, qui est elle-même une synthèse de la France telle qu'elle s'est construite au fil des siècles. La constitution de 1958 opère un savant équilibre (incompréhensible pour les autres nations) entre un président que ses pouvoirs rapprochent du souverain de l'ancien régime et un parlement qui représente le peuple, comme l'a voulu la Révolution. Le résultat est une forme de « monarchie républicaine ». La Sécurité sociale, tout autant que la bombe nucléaire, sont des marques de fabrique française, tout comme notre politique étrangère : notre pays est membre de l'Union européenne mais reste attachée à sa politique d'indépendance dans le monde.

Le gaullisme consiste à tout mettre en œuvre pour défendre cette synthèse originale qu'est notre pays.

La France de Charles de Gaulle est à la croisée de la mythologie et de la réalité. Le Général la voit comme un personnage nimbé de mystère et de grandeur, une figure intemporelle que l'on invoque et que l'on aime : elle est « la princesse des contes ou la madone aux fresques des murs » qu'il évoque dès la première page de ses *Mémoires de guerre*. Mais en même temps, elle est profondément ancrée dans le réel. L'Histoire rappelle à l'envi ce contact parfois âpre de la France avec les événements : « la Providence l'a créée pour des succès achevés ou des malheurs exemplaires », rappelle de Gaulle dans le même texte. La France, c'est tout à la fois Gergovie et Alésia, Austerlitz et Waterloo, mai 1940 et le 25 août 1945 etc. Les drames y sont aussi importants que les victoires pour constituer l'âme française, et les récents attentats du 13 novembre ont montré l'exactitude de ce constat établi par de Gaulle : « Il arrive qu'un grand péril rende à la France la conscience d'elle-même ».

C'est cette France installée dans le temps long qui guide toute l'action publique de Charles de Gaulle. La perspective historique est fondamentale : pour de Gaulle, les hommes changent, naissent et meurent, les modes passent, les idéologies trépassent. Faut-il rappeler qu'il a assisté à la défaite du nazisme et du colonialisme ? Faut-il rappeler qu'il a prédit la fin du communisme ? A ses yeux, seules comptent les grandes forces de l'histoire, au premier rang desquelles les nations. Ainsi, il est convaincu que l'URSS trépassera mais que la Russie continuera. Plutôt que de l'URSS, il parle du reste de « Russie éternelle », « qui boira le communisme comme le buvard boit l'encre ». De même, il n'évoque pas la Chine populaire, mais « la Chine de toujours, un État plus ancien que l'histoire ».

Cette antériorité des nations rend les idéologies précaires et éphémères, indignes de fonder une politique de long terme.

Le gaullisme : une pensée en action

Le gaullisme est le refus de l'idéologie. Il n'est pas éthéré, coupé du sol, purement théorique comme peuvent l'être d'autres doctrines politiques – ainsi le marxisme (fruit de la pensée de Karl Marx et d'une démarche internationaliste). Au contraire, il dessine une France qui a « les pieds sur terre », une France ancrée dans un contexte politique, historique, économique, social, international etc.

Le gaullisme offre une savante combinaison entre une pensée ancrée dans le temps long – ce qu'on appelle aussi une vision (que doit être la France ?) – et une action (quels actes mettre en œuvre pour faire en sorte que cette vision se

temps long – ce qu'on appelle aussi une vision (que doit être la France ?) – et une action (quels actes mettre en œuvre pour faire en sorte que cette vision se concrétise ?). Privée de l'un ou l'autre de ses deux composantes, la mécanique se grippe : sans vision, pas d'action politique qui vaille, donc pas de gaullisme. Sans l'action, aucune chance de franchir le seuil du strict domaine intellectuel.

La synthèse a été réalisée par de Gaulle. Tout au long de sa vie, sa pensée et ses actes se nourrissent mutuellement et se répondent. Parce qu'il est habité par l'épaisseur historique des événements, il en vient à concevoir une forme de continuité dans le déroulé des faits qui ont construit la France. Il perçoit les lignes de force et les points de rupture, il soupèse ce qui dans l'âme de la nation relève du structurel ou du circonstanciel. Muni de cette connaissance, il analyse l'avenir. C'est sous cet angle qu'il faut comprendre sa « vision » politique, qui n'est pas celle d'un visionnaire au sens premier du terme, mais celle d'un érudit particulièrement vif à saisir les forces profondes qui sous-tendent l'histoire.

Pour illustrer cet aspect, je propose de prendre l'exemple du domaine militaire et d'observer la façon dont Charles de Gaulle réagit durant la Première guerre mondiale.

Jeune lieutenant, il mène une section au combat sur différents points du front. Passé capitaine, blessé déjà à deux reprises, il conduit notamment une compagnie dans la défense du village de Douaumont le 2 mars 1916. Il y est grièvement blessé, et par conséquent fait prisonnier. Tant qu'il est au combat, il applique les ordres de ses supérieurs avec efficacité et pousse ses hommes à l'offensive. Mais une fois prisonnier, alors qu'il n'a plus la responsabilité de troupes au combat, il analyse avec recul les mois écoulés. Il en tire une grande leçon : les stratégies fondées sur des théories toutes prêtes entraînent des effets désastreux. Dès 1917, dans une conférence à ses camarades prisonniers, il « se rappelle avec tristesse et amertume ces terrains d'attaque lamentables où chaque jour de nouveaux cadavres s'entassaient dans la boue immonde ; ces ordres d'assaut, coûte que coûte donnés par téléphone par un commandement si lointain, après des préparations d'artillerie dérisoires ou mal réglées ; ces assauts sans illusion exécutés contre des réseaux de fils de fer intacts et profonds où les meilleurs officiers et les meilleurs soldats allaient se prendre et se faire tuer comme des mouches dans des toiles d'araignée. [...] Les défaillances ultérieures de certaines unités dont vous avez tous entendu parler [allusion aux mutineries d'avril-juin 1917, NDLR] n'ont guère, à mon humble avis, d'autre motif que la démoralisation résultant de ces expériences lamentables où l'infanterie qui en fut l'instrument toucha, je vous l'assure, le fond du désespoir ».

Seule l'expérience concrète du terrain peut permettre d'élaborer une réflexion militaire adaptée. Le parallèle est vite établi avec le domaine politique... Le combat, suggère de Gaulle, n'obéit pas à une règle prédéfinie mais revêt des formes multiples qui dépendent de la topographie, de la météorologie, des régiments impliqués, du moral des troupes etc. Dès lors, figer la stratégie selon une logique prédéfinie et immuable revient à se ligoter soi-même. Sa vision tactique se fonde sur un pragmatisme et un sens aigu des circonstances : « L'instruction d'un bataillon en vue d'une attaque doit naturellement s'inspirer de ce qui est possible à exécuter dans la réalité », martèle-t-il. Dans le même esprit, il dénonce le 8 septembre 1917 « le règne de l'Ecole polytechnique dont une des funestes influences sur l'esprit de ceux qu'elle a formés est de leur donner le seul goût des jugements a priori ». Vise-t-il le général Nivelles, sorti de Polytechnique, qui vient de s'illustrer en avril et mai 1917 dans la boucherie du Chemin des Dames (350 000 morts) ?

Son refus de la soumission à la doctrine va de pair avec une capacité à saisir ce

Son refus de la soumission à la doctrine va de pair avec une capacité à saisir ce qui fait le propre d'une situation. C'est l'un des fils conducteurs de la pensée gaullienne, qui se retrouve dès le *La Discorde chez l'ennemi* et se vérifiera sous la Ve République : « A la guerre, à part quelques principes essentiels, il n'y a pas de système universel, mais seulement des circonstances et des personnalités ».

La personnalité, précisément, est un autre élément fondamental dès lors qu'il s'agit de gagner une bataille. En 1917, prisonnier des Allemands, de Gaulle note dans un de ses carnets : « Il faut être un homme de caractère. Le meilleur procédé pour réussir dans l'action est de savoir perpétuellement se dominer soi-même, ou mieux c'est une condition indispensable.

Mais se dominer soi-même doit être devenu une sorte d'habitude, de réflexe moral obtenu par une gymnastique constante de la volonté, notamment dans les petites choses : tenue, conversation, conduite de la pensée, méthode recherchée et appliquée à toutes choses, notamment dans le travail.

Il faut parler peu, il le faut absolument. L'avantage d'être un causeur brillant ne vaut pas un centième celui d'être replié sur soi-même, même au point de vue de l'influence générale. Chez l'homme de valeur, la réflexion doit être concentrée. Autrui ne s'y trompe pas.

Et dans l'action, il ne faut rien dire. Le chef est celui qui ne parle pas ».

Devant ses camarades, il rappelle que la guerre doit être conduite par des êtres hors du commun, « des esprits d'une capacité synthétique absolument exceptionnelle ». En d'autres termes, dit-il, « l'importance de la direction supérieure de la nation au cours d'une guerre est trop évidente pour avoir jamais échappé à personne. Chacun sait et sent que cette question domine et contient toutes les autres ». Or, constate-t-il, les esprits exceptionnels « sont rares ». Son explication n'est pas très tendre pour le personnel dirigeant de la IIIe République : « En temps de paix prolongée, [...] la faveur du plus grand nombre, pour des raisons d'ordre moral ou psychologique, va d'habitude aux médiocres soit par l'esprit soit par le caractère ». Plus largement, et la remarque frappe par sa précocité sous la plume du futur fondateur de la Ve République, il déplore la faiblesse du président de la République sous la IIIe République : la Constitution de 1875 en fait le chef du pouvoir exécutif et il a sous ses ordres les armées, « mais nos mœurs, nos traditions politiques, ont en fait exclu le président de la République du pouvoir exécutif proprement dit et en ont fait un conseiller permanent du Conseil des ministres et un personnage représentatif. Il semble bien du reste qu'il n'ait pas été autre chose au cours de cette guerre ». On sent qu'il réfléchit à la structure du pouvoir et s'interroge sur la composition de ses institutions. Ne commente-t-il pas longuement le livre de Charles Benoist intitulé *Sophismes politiques de ce temps* ? Ce qu'il en retire en dit long sur la maturation de sa vision constitutionnelle : « Vouloir diviser absolument les formes de gouvernement en trois : monarchie, aristocratie, démocratie, est une abstraction qui ne correspond pas aux faits. Il n'y a jamais eu, il n'y aura jamais de monarchie, ni d'aristocratie, ni de démocratie pures. Un gouvernement est toujours une cote mal taillée entre ces trois termes où chacun d'eux est dosé différemment suivant les pays et les époques ». Belle définition de la Ve République à venir, cette monarchie républicaine unique en son genre !

Bien plus qu'une réflexion sur la guerre, de Gaulle se livre à une analyse de la France en son entier, sous l'aspect du pouvoir et du commandement. Ce qu'il esquisse dans ses conférences de 1916, c'est la structure même du gaullisme de guerre, cette rencontre unique entre un homme et des circonstances. L'homme

France en son entier, sous l'aspect du pouvoir et du commandement. Ce qu'il esquisse dans ses conférences de 1916, c'est la structure même du gaullisme de guerre, cette rencontre unique entre un homme et des circonstances. L'homme devenant exceptionnel par l'entremise de la guerre qui l'est par définition. Dans ses notes, il souligne que « bien souvent c'est par des audaces agissantes d'hommes d'Etat provoquant eux-mêmes la guerre que de grandes et utiles choses ont été faites ». Il faut « agir toujours d'après Kant, comme si la règle de son action devait être érigée en loi universelle », « avoir une idée bien nette de ce que sont les intérêts essentiels et l'honneur de son pays », « savoir déchaîner la guerre si elle est un jour ou l'autre inévitable ». Un long passage des conférences est donc consacré aux figures historiques qui se sont imposées par le biais des conflits. De Gaulle cite Démosthène sorti de l'ombre grâce aux guerres du Péloponnèse, Jeanne d'Arc grâce à la guerre de Cent ans, Carnot et Napoléon grâce à la Révolution.

Une pensée agissante.

Après 1918, de Gaulle continue à réfléchir dans le même sens. Il perçoit assez tôt le risque d'une nouvelle guerre et met en garde les gouvernants français : « il ne sert à rien de vouloir reproduire des recettes de victoires passées ». Alors que l'Etat-major défend l'idée d'une guerre figée, avec une ligne défensive qui n'est rien d'autre qu'une tranchée géante (la ligne Maginot), de Gaulle s'inscrit en faux : « Toute guerre générale revêt presque toujours une forme différente de celles des guerres précédentes ». A rebours de la hiérarchie militaire, il préconise le recours aux chars, mais pas seulement : il voit aussi que des institutions stables et fortes sont la seule condition d'une victoire, qu'il faut une politique internationale du refus de la soumission à Hitler, un rapprochement avec la Grande-Bretagne, une armée de spécialistes etc.

La Seconde Guerre mondiale lui offrira un champ d'application remarquable : « il faut sauver la France » signifie certes en chasser l'occupant, mais aussi garantir l'indépendance de la France face aux Alliés. D'où la création de la France libre, et non d'une légion engagée aux côtés des Alliés ; d'où le refus de l'AMGOT, cette administration américaine qui devait prendre en charge les destinées de la France à la libération. Même combat sous la IV^e République avec par exemple le refus de la CED, puis sous la Ve : de Gaulle dit oui à la CEE, mais non à la perte de la souveraineté française en matière de défense. D'où l'arme nucléaire et la sortie du commandement intégré de l'OTAN.

Philosophie de l'action, le gaullisme est donc aussi une méthode : une méthode globale, qui lie étroitement l'analyse d'un problème (à partir des données historiques, géographiques, sociales), à la définition d'un objectif (qui est soutenu par une vision pérenne de la France, sorte de gouvernail parmi tous les combats de court terme à mener dans des domaines différents) et la mise en œuvre d'une solution qui elle-même s'imbrique dans un dispositif global. C'est finalement une méthode habituelle aux militaires qui apprennent très tôt à définir l'objectif, rassembler les moyens, et passer à l'action. Cela exclut les décisions à courte vue et les réactions précipitées à une crise brutale – il ne sert à rien de faire voter une loi après chaque fait divers tragique.

Conclusion

Le gaullisme reste une ambition parce qu'il a partie liée à l'histoire de France, qu'il nous offre une vision intemporelle de la nation et sa souveraineté, et peut influencer sur son destin. Deux écueils restent cependant à éviter :

1. La « dilution » du gaullisme : tout le monde s'en réclamant, on risque de ne plus savoir ce qu'il est. « La France entière se gaullise », écrivait le

1. La « dilution » du gaullisme : tout le monde s'en réclamant, on risque de ne plus savoir ce qu'il est. « La France entière se gaullise », écrivait le journaliste Alain Duhamel dans les années 2000, ajoutant que par ailleurs « le RPR se dégaulle partiellement ». J'ajoute que la récupération de petits morceaux de l'héritage en fausse le sens, ainsi que l'a montré récemment la citation sur la « race blanche », sans doute apocryphe et sortie de tout contexte.

2. La « sanctuarisation » du gaullisme, évoquée par Gérard Larcher en introduction de son livre *Le gaullisme, une solution pour demain*. Une application bête et méchante du gaullisme tel que mis en œuvre dans les années 1960 est impossible et non souhaitable. On ne peut reproduire le gaullisme en tant que tel, puisqu'il est une adaptation permanente à des circonstances et qu'il se déploie en fonction du contexte, des personnes. Dans une économie mondialisée, dans un monde d'après-guerre froide avec un ennemi asymétrique, dans une Union européenne sans frontières intérieures, avec une monnaie commune, il faut faire évoluer le gaullisme et non pas l'invoquer comme un frein ou une manière de revenir au « temps de la lampe à pétrole et de la marine à voile » dénoncé par de Gaulle. Le progrès a toujours été au cœur de la dynamique gaullienne, y compris sur des terrains où on ne l'attendait pas forcément : l'indépendance Algérie, la loi Neuwirth en faveur de la pilule contraceptive...

La seule façon de le faire vivre et de préserver la grandeur de la France, c'est de le rebâtir à chaque instant, de le réinterroger, de le retisser, non pas en fonction de ses goûts particuliers, de ses affects, de ses attentes électorales, mais au regard de ce qu'est la France, de ce qu'elle nous impose en héritage: chacun est libre de faire sienne cette approche pragmatique qui n'a rien de contraignant sur le plan de la doctrine politique. Mais une triple exigence s'impose à celui qui se revendique comme tel et agit en gaulliste :

a. s'inscrire dans une filiation intellectuelle qui nourrisse une vision de la France

b. avoir à l'esprit les fondamentaux qui permettent d'atteindre le but ultime du gaullisme : « La France n'est elle-même qu'au premier rang » (objectif plus difficile à atteindre aujourd'hui que dans les années 1960, du fait de notre recul économique et de l'émergence de puissances concurrentes). « Le peuple français doit garder la maîtrise de son destin », comme le rappelaient Etienne Burin de Roziers, Jean Foyer et Pierre Lefranc en 2002. Cela passe par un exécutif fort. Et cela prend un sens particulier aujourd'hui face à des terroristes qui cherchent à nous imposer leur rythme et leur vision mortifère et anti-occidentale.

c. Agir de façon audacieuse, mais dans le respect des valeurs fondamentales de notre pays, qui est un pays ouvert, enrichi par les apports extérieurs, un pays qui cherche à maintenir la paix dans le monde, et où l'Homme constitue une valeur centrale. La Déclaration des droits de l'homme et du citoyen appartient au corpus de nos textes fondamentaux. La fin et les moyens doivent s'accorder, ainsi que le rappelait Romain Gary : « Si la France doit apparaître aux yeux du monde comme « la princesse des contes », il est bien évident qu'il lui faut échapper à tout reproche, qu'il lui faut convaincre et attirer par son seul rayonnement, et non pas conquérir par l'exercice de la force. La définition exclut toute idée d'impérialisme, de colonialisme et de fascisme. Elle ne peut cautionner les injustices sociales ni les discriminations raciales ».

Le gaullisme doit être brandi comme une inspiration, « un appel à la volonté » (G. Larcher, p. 19), un élan. Il est « le souffle de l'homme des tempêtes »

Le gaullisme doit être brandi comme une inspiration, « un appel à la volonté » (G. Larcher, p. 19), un élan. Il est « le souffle de l'homme des tempêtes » comme disait René Rémond en 1982. Le gaullisme est un bouclier dans les crises, un socle quand tout tourbillonne. Je termine avec ces mots magnifiques de Maurice Druon, écrits en 1998, mais qui restent d'une brûlante actualité :

« J'aimerais que le gaullisme demeurât la référence des sursauts, quand en viendra le besoin pour la nation ».